

Canada (Catégorie 1)

Le gouvernement canadien satisfait pleinement aux normes minimales visant l'élimination de la traite des personnes. Il a continué de déployer des efforts sérieux et soutenus pendant la période visée par le présent rapport, et c'est pourquoi il est resté dans la Catégorie 1. Parmi ces efforts, on comptait les enquêtes sur les trafiquants et les poursuites lancées contre eux, notamment les trafiquants de personnes à des fins d'exploitation par le travail, des condamnations prononcées à l'encontre de davantage de trafiquants qu'au cours de la période visée par le rapport précédent, la fourniture d'un financement pour les services dédiés aux victimes et l'identification et l'assistance de davantage de victimes qu'au cours de la période précédente. Si le gouvernement satisfaisait aux normes minimales, il n'a cependant pas fourni des données exhaustives sur les enquêtes, poursuites et condamnations de toutes les juridictions ou sur les victimes qui ont bénéficié des services publics dans l'ensemble du pays. Des variations ont été relevées à l'échelon national dans la gamme, la qualité et la fourniture opportune des services offerts spécifiquement à ces victimes, et le gouvernement n'a pas fourni de financement ou d'accès à suffisamment d'hébergements d'urgence spécifiquement prévus pour les victimes de la traite des personnes. Bien que le gouvernement ait terminé les consultations en vue d'élaborer un nouveau plan d'action national, il n'a pas publié de nouveau plan au cours de la période visée par le présent rapport.

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES :

Publier et mettre en œuvre un nouveau plan national d'action de lutte contre la traite des personnes. • Poursuivre avec vigueur les trafiquants et imposer des peines suffisamment sévères aux personnes condamnées pour traite des personnes. • Modifier le code pénal et la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés afin d'inclure une définition de la traite correspondant au droit international. • Augmenter sensiblement les services spécialisés tenant compte des traumatismes et les hébergements mis à la disposition de toutes les victimes de la traite, en partenariat avec la société civile et au moyen d'un financement continu dédié alloué par les administrations fédérale et provinciales. • Minimiser le temps d'attente pour avoir accès aux services publics, surtout pour les victimes étrangères de la traite. • Mener des enquêtes et des poursuites judiciaires à l'encontre des touristes pédophiles canadiens. • Mettre en œuvre des plans de financement d'une

ligne nationale d'appel d'urgence pour signaler les cas de traite. • Accroître l'identification proactive des victimes, en particulier par des contrôles au sein des populations vulnérables et la formation des premiers secours aux techniques axées sur les victimes. • Améliorer la collecte des données sur la traite dans l'ensemble du pays, notamment pour documenter les enquêtes menées, les poursuites engagées et les condamnations obtenues ainsi que le nombre de victimes identifiées et l'aide fournie, telle que le nombre de permis de travail fournis aux victimes étrangères. • Intensifier la formation des responsables publics, surtout des procureurs et des juges, notamment en termes de demande et d'imposition de réparations en cas de condamnation pour traite. • Accroître l'emploi de techniques proactives d'application des lois pour enquêter sur la traite des personnes, notamment sur le travail forcé. • Accroître la coordination et la communication entre les acteurs fédéraux, provinciaux et territoriaux et renforcer les activités interorganisations au niveau des provinces. • Intensifier les partenariats avec le secteur privé, notamment les institutions financières, de manière à prévenir la traite. • Mettre en œuvre des révisions de la législation et des politiques de manière à lutter contre la traite au sein de la chaîne logistique fédérale.

POURSUITES JUDICIAIRES

Le gouvernement a légèrement intensifié ses efforts en matière de répression. Les sections 279.01 et 279.011 du Code pénal criminalisaient la traite des personnes à des fins d'exploitation sexuelle ou d'exploitation par le travail, prévoyant des peines de quatre à quatorze ans de prison pour la traite des adultes et de cinq à quatorze ans de prison pour la traite des enfants ; ces peines étaient suffisamment sévères et, en ce qui concerne la traite à des fins d'exploitation sexuelle, à la mesure de celles qui sont imposées pour d'autres infractions graves, comme le viol. Contrairement à la définition de la traite des personnes appliquée en droit international, la législation canadienne ne fait pas de l'usage de la force, du dol ou de la coercition un élément essentiel de l'infraction. La section 279.02 érigeait également en infraction criminelle le fait de recevoir des avantages financiers ou autres en conséquence de la traite et imposait une peine maximale de dix ans de prison quand les victimes sont des adultes et une peine maximale de quatorze ans de prison dont une peine de sûreté de deux ans de prison quand les victimes sont des mineurs. La section 279.03 érigeait en infraction criminelle la dissimulation ou la destruction de documents aux fins de faciliter la traite et elle imposait une peine maximale de cinq ans de prison quand les victimes sont des adultes ainsi qu'une

peine maximale de dix ans de prison dont une peine de sûreté d'un an de prison quand les victimes sont des mineurs. La section 286.1 érigeait en infraction criminelle l'achat d'actes sexuels tarifés à une personne de moins de 18 ans et imposait une peine de prison de six mois minimum et de dix ans maximum. La Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés a fait de l'« organisation d'entrée illégale au Canada » une infraction spécifique, indiquant que « commet une infraction quiconque sciemment organise l'entrée au Canada d'une ou plusieurs personnes par fraude, tromperie, enlèvement ou menace ou usage de la force ou de toute autre forme de coercition ». Contrairement à la définition de la traite des personnes appliquée en droit international, cette disposition ne fait pas de l'exploitation un élément essentiel de l'infraction.

Des responsables gouvernementaux de niveau fédéral, provincial et municipal sont habilités à enquêter sur les trafiquants, à engager des poursuites à leur rencontre et à les condamner, mais le gouvernement n'a pas publié de données complètes pour chacun de ces niveaux. Le gouvernement a fait état du lancement de cinq nouvelles enquêtes par des fonctionnaires fédéraux responsables de l'application de la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, mais il n'a pas indiqué si elles concernaient le travail forcé ou la traite à des fins d'exploitation sexuelle. En 2018, des responsables des services de répression aux niveaux fédéral, provincial et municipal ont lancé des enquêtes contre 116 personnes dans le cadre de 72 affaires (dont une pour traite à des fins d'exploitation par le travail), par rapport à 78 personnes et 47 affaires de traite (dont deux pour traite à des fins d'exploitation par le travail) en 2017, 107 personnes et 68 affaires de traite (dont aucune pour traite à des fins d'exploitation par le travail) en 2016, et 112 personnes et 63 affaires (dont deux pour traite à des fins d'exploitation par le travail) en 2015. Les autorités fédérales, provinciales et municipales ont conclu 196 affaires faisant l'objet de poursuites menées contre 196 personnes, par rapport à des poursuites menées contre 295 personnes (dont dix trafiquants présumés de personnes à des fins d'exploitation par le travail) en 2017 et 300 personnes (dont 34 trafiquants présumés de personnes à des fins d'exploitation par le travail) en 2016. En 2018, le gouvernement a fait état de condamnations prononcées au niveau fédéral contre 36 trafiquants, par rapport à cinq en 2017 (dont un trafiquant de personnes à des fins d'exploitation par le travail), et dix trafiquants de personnes à des fins d'exploitation sexuelle et aucun à des fins d'exploitation par le travail en 2016. Les tribunaux ont imposé des peines allant de deux à douze ans de prison, par rapport à des peines allant de six à neuf ans et demi de prison en 2017. Le gouvernement a

reconnu que certaines affaires de traite à des fins d'exploitation sexuelle ont débouché sur des condamnations en vertu d'autres sections du Code pénal. Selon les autorités, il était plus facile de prouver ces infractions sans le témoignage des victimes, soulignant que ces dernières, craignant des représailles de la part de leurs trafiquants, pouvaient se montrer réticentes à l'idée de témoigner, signe éventuel d'une protection inadéquate des témoins victimes de la traite. Les autorités fédérales ont recueilli des données provinciales et municipales par le biais du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, disponible au mois de juillet de chaque année pour l'année calendaire précédente, faisant état pour 2017 de 375 incidents de traite et de 291 accusations de traite. Le gouvernement fédéral n'exigeait pas des services de répression aux niveaux fédéral, provincial ou municipal qu'ils rapportent des données sur les enquêtes et condamnations, et ne maintenait donc pas de base de données à l'échelle nationale. Toutefois, il a fourni des données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité, ainsi que des données sur les affaires de traite de la province de l'Ontario, où le plus grand nombre d'affaires se produisaient. Des ONG ont signalé un déséquilibre persistant dans les efforts déployés par les pouvoirs publics contre la traite des personnes, qui accordaient plus d'attention à la traite à des fins d'exploitation sexuelle et comprenaient mieux ce phénomène que celui du travail forcé. Des experts d'ONG et d'autres entités non gouvernementales ont indiqué qu'au sein de la police et du ministère public, la maîtrise du phénomène de la traite des personnes ou les décisions de poursuivre des affaires en fonction des chances d'obtenir une condamnation étaient inégales, ce qui portaient certains fonctionnaires à classer les affaires de traite comme d'autres infractions ou à lancer des poursuites au civil plutôt qu'au pénal. Les forces de police fédérales ont coordonné leur septième « opération Northern Spotlight », initiative proactive visant à repérer les victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle, à mener des enquêtes sur les trafiquants et à les poursuivre, qui s'est soldée par 44 inculpations de suspects en 2018 par rapport à 21 en 2017. Le gouvernement fédéral a mené des travaux d'identification et de signalement d'opérations financières soupçonnées d'être liées au blanchiment du produit de la traite des personnes, qui ont abouti à 191 divulgations d'informations financières entre avril 2018 et janvier 2019, par rapport à 196 en 2017 et 102 en 2016. La Gendarmerie royale du Canada (GRC), organe fédéral, a inscrit la traite des personnes au programme de formation de l'académie nationale pour toutes les nouvelles recrues, formé 169 agents de police dans le cadre d'un cours d'introduction en ligne sur la traite des personnes et 295 agents de police dans le cadre d'un cours avancé sur ce sujet à l'intention des

enquêteurs. Elle a coopéré avec des gouvernements étrangers par le biais du Groupe d'experts sur la traite des personnes d'Interpol et continué plusieurs enquêtes dans ce domaine avec des responsables publics étrangers. Les autorités n'ont pas fait état d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations de responsables du gouvernement pour complicité dans des actes de traite des personnes, mais les médias ont parlé de la libération par un sergent de la police provinciale de l'un de ses collègues présumément impliqué dans une affaire de prostitution au cours d'une opération de police concernant la traite des personnes. Le sergent a été inculqué pour faute liée à l'opération.

PROTECTION

Le gouvernement a renforcé ses efforts de protection. Les autorités ont identifié 89 nouvelles victimes dans le cadre d'affaires spécifiques à la traite en 2018, contre 60 en 2017, 77 en 2016 et 99 en 2015. Parmi les 89 nouvelles victimes identifiées, 81 étaient de sexe féminin et huit de sexe masculin, 61 étaient des adultes et 28 des mineurs, 79 étaient victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et dix du travail forcé. En 2018, le gouvernement a signalé en tout 420 victimes de la traite, combinant les nouvelles victimes et celles qui avaient déjà été identifiées (404 victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle et 16 victimes du travail forcé), par rapport à 416 victimes en 2017 et 367 en 2016. Il a fourni différents manuels, boîtes à outils et formations afin de distribuer des orientations sur l'identification des victimes de la traite aux responsables de la justice pénale et des services d'immigration spécifiques à leurs rôles respectifs. Les responsables des services d'immigration ont référé des affaires effectives et potentielles à la GRC pour enquête et les victimes effectives et potentielles à Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Au niveau provincial, le gouvernement de la Colombie-Britannique a identifié 132 victimes potentielles par le biais d'appels reçus sur sa ligne d'appel d'urgence. Au cours d'audiences menées en 2018 par le Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre, des témoins se sont inquiétés du fait que de nombreux membres du personnel des premiers secours, notamment la police et les professionnels de santé, n'étaient pas à même d'identifier correctement les victimes de la traite. Certains ont soutenu que les orientations et la formation prodiguées par le gouvernement portaient de l'hypothèse que tous les migrants et personnes impliquées dans la prostitution devaient être identifiés comme victimes de la traite, ce qui intensifiait

la surveillance de ces communautés et réduisait les efforts de signalement de la criminalité.

Le gouvernement fédéral a aidé les victimes de la traite au moyen de son dispositif d'assistance aux victimes d'actes criminels, qui dépendait du financement fourni par le ministère de la Justice du Canada aux autorités provinciales et territoriales. En octobre 2018, le Parlement fédéral a approuvé un montant supplémentaire de 500 000 dollars canadiens (367 110 dollars des États-Unis) pour soutenir les victimes de l'exploitation à des fins sexuelles et de la traite des personnes, portant le montant total consacré à cet effort à un million de dollars canadiens (734 210 dollars des États-Unis). Au travers de ces dispositifs, le gouvernement fédéral a, alloué un financement pour 24 projets à des ONG et des organismes de répression afin de fournir des services directs, de gestion des dossiers, de développement des capacités et de collaboration interinstitutions, mais il n'a pas indiqué combien de victimes ont bénéficié de ces projets en 2018. Le Centre national de coordination contre la traite des personnes de la GRC et différents coordinateurs régionaux de sensibilisation à la traite ont opéré des équipes d'intervention pour aider les victimes identifiées par les forces de l'ordre, comme au cours de l'opération « Northern Spotlight » et du projet Griffon. Les gouvernements provinciaux, responsables de l'apport des services sociaux, ont procuré un accès aux services en fonction de la juridiction de résidence de la victime, chaque province ou territoire employant un modèle de prestation de services assuré par la police, rattaché aux tribunaux ou fondé sur le système. Les services fournis comprenaient généralement un foyer d'urgence, de la nourriture, ainsi que des services psychologiques, juridiques et de santé.

Des ONG administraient 629 foyers pour femmes victimes de violences dans l'ensemble du pays ; certains étaient financés par les pouvoirs publics, mais seuls quelques-uns d'entre eux disposaient de lits réservés aux victimes de la traite. Le gouvernement fédéral a fourni un financement pour 2016-2019 aux ONG des provinces de l'Atlantique et au Québec pour mettre en place un protocole spécifique pour l'hébergement d'urgence dans les cas de traite. Les prestataires de services se sont déclarés préoccupés par le manque de locaux d'hébergement, étant donné que seul un petit nombre de lits était réservé expressément aux victimes de la traite, ce qui obligeait à en transférer certaines dans d'autres provinces et imposait un fardeau aux prestataires de services. Dans son sondage 2018, Statistique Canada a inclus une question sur le nombre de personnes recherchant

un hébergement dans les locaux réservés aux victimes d'abus en raison de la traite des personnes, ce qui pourrait aider à obtenir une première estimation du nombre de lits nécessaires pour les victimes de la traite. Des experts ont signalé que certains refuges pour les victimes de violence familiale n'acceptaient pas d'héberger de victimes de la traite en raison de la complexité de leurs besoins et par crainte de leurs trafiquants. Le gouvernement a fourni une couverture médicale universelle, un hébergement d'urgence, une assistance juridique et des aides sociales aux niveaux provincial et territorial aux personnes admissibles, tant aux hommes qu'aux femmes victimes de la traite ; cependant, les hébergements d'urgence dédiés et les services spécialisés prenaient principalement en charge les victimes de sexe féminin. Le ministère de la Sécurité publique a continué d'allouer 152 000 dollars à deux projets pluriannuels visant à mettre en place des modèles d'intervention en matière d'hébergement pour les victimes de la traite. Le ministère de la Justice a affecté 250 000 dollars canadiens (soit 183 550 dollars des États-Unis) à deux ONG pour un nouveau projet sur deux ans visant à dispenser des services directs et de gestion des dossiers aux victimes du travail forcé. Il a financé des centres de plaidoyer en faveur des enfants, administrés par les autorités provinciales ou municipales ou des ONG, dont certains dispensaient des services visant tout particulièrement les enfants victimes de la traite. Les autorités n'ont pas fait état de victimes de la traite ayant obtenu des réparations en 2018, et ce pour la troisième année de suite.

Certains territoires ou provinces proposaient des services spécifiques à la traite par le biais d'organes publics ou d'ONG. Au moins quatre administrations provinciales sur dix finançaient l'aide aux victimes : l'Alberta a financé une coalition pour apporter des services notamment de coordination, la Colombie-Britannique un organe public visant à dispenser des services notamment d'aiguillage, le Manitoba une équipe d'intervention gouvernement-ONG, et l'Ontario un organisme public fournissant des services notamment de coordination. La qualité et la disponibilité des services étaient variables en dépit du fait que la plupart des provinces étaient en mesure d'offrir aux victimes de la traite un accès aux services d'hébergement mis en place à l'intention des victimes de violences ou des sans domicile fixe, des services de conseil psychosocial à court terme, une aide judiciaire et d'autres services. Le Manitoba a alloué au moins 10,3 millions de dollars canadiens (7,56 millions de dollars des États-Unis) à des initiatives visant à identifier et à aider les victimes d'exploitation sexuelle, y inclus de la traite sexuelle, et les personnes susceptibles de le devenir. L'Ontario a alloué 18,6 millions de dollars

canadiens (13,66 millions de dollars des États-Unis) à une stratégie triennale (2017-2020) visant à améliorer l'accès des survivant(e)s aux services tels que l'hébergement, les services de santé mentale et l'aide psychosociale traumatologique. Le gouvernement fédéral a alloué au Nouveau-Brunswick 201 560 dollars canadiens (147 990 dollars des États-Unis) sur trois ans (2015-2018) pour concevoir une stratégie de prévention de la traite à des fins d'exploitation sexuelle à l'échelle de la province. Le Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels du Québec n'accordait pas de dédommagements ni de financements ou de services aux prostituées, même si celles-ci s'avéraient être victimes de la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

Les victimes étrangères de la traite pouvaient déposer une demande de permis de séjour temporaire (PST) afin de rester au Canada, ce qui les autorisait à bénéficier de soins de santé et à recevoir un permis de travail. En 2018, les autorités ont délivré des PST à 40 victimes étrangères de la traite et à leurs personnes à charge, par rapport à 32 en 2017 et à 67 en 2016. Elles ont autorisé les victimes étrangères de la traite à recevoir un PST de 180 jours ou de longue durée de trois ans, mais les ONG ont signalé qu'il fallait s'armer de beaucoup de patience pour se les voir délivrer. Les détenteurs de PST pouvaient demander un permis de travail gratuit, mais le gouvernement n'a pas précisé combien de victimes étrangères de la traite avaient bénéficié de tels permis en 2018. Les ONG ont également mentionné le besoin de fournir davantage de services tenant compte des traumatismes subis par les victimes, qui en vivaient parfois de nouveaux dans le système de soins de santé. Tandis qu'elles attendaient de recevoir leurs PST, les victimes n'avaient pas le droit de bénéficier des services publics tels que les services sociaux et de santé physique et mentale, mais pouvaient toutefois recevoir une aide de la part des ONG. La législation canadienne accordait aux victimes de larges mesures de protection en matière de témoignage de manière à les encourager à participer aux enquêtes et aux poursuites judiciaires, notamment la possibilité de dépositions par enregistrement ou liaison vidéo, le droit d'être accompagnée par une personne de confiance durant leur déposition, l'interdiction de publier les noms des témoins et la tenue des procès à huis clos, mais le gouvernement n'a pas indiqué si de telles protections avaient effectivement été accordées aux victimes.

PRÉVENTION

Le gouvernement a maintenu ses efforts en matière de prévention. Il a organisé des consultations afin d'obtenir les perspectives des différentes parties prenantes de

manière à informer les activités de lutte contre la traite du gouvernement, mais n'a pas publié de plan national d'action. Au cours de ces consultations, il a reconnu le besoin de financement dédié à la lutte contre la traite, d'une intensification de la collaboration trans-sectorielle, d'un accroissement de la disponibilité de l'appui et des services aux victimes, d'un élargissement de leur accès à ceux-ci, d'une augmentation du nombre des poursuites et des peines suffisamment sévères, d'un meilleur contrôle des chaînes logistiques, et d'un engagement du secteur privé. Il a également admis l'existence de lacunes en matière de collecte des données et d'analyse de la prévalence de la traite. Le Comité permanent de la justice et des droits de la personne du Parlement fédéral a également mené des consultations et publié un rapport en décembre 2018 avec des recommandations sur un nouveau plan national de lutte contre la traite, la prévention de ce fléau parmi les travailleurs migrants, la sensibilisation des institutions financières dans le but d'obtenir leur aide pour suivre les transactions suspectes, et le financement de la ligne d'appel d'urgence à l'échelle nationale.

Le ministère de la Sécurité publique a dirigé un groupe de travail fédéral rassemblant plusieurs organismes et a facilité les discussions sur les politiques. Il a organisé des téléconférences nationales pour permettre aux gouvernements provinciaux et régionaux et aux parties prenantes de partager des informations, les tendances et les bonnes pratiques ayant trait au travail forcé et aux services pour les victimes et pour partager ses propres initiatives. Il a administré une ligne d'appel d'urgence pour l'orientation des victimes d'infractions, notamment de la traite, mais il n'a pas indiqué le nombre d'appels reçus en 2018 concernant ce problème spécifique. Le budget 2018 du gouvernement consacrait 14,5 millions de dollars canadiens (soit 10,65 millions de dollars des États-Unis) sur cinq ans à compter de 2018-2019 à la création d'une ligne nationale d'appel d'urgence sur la traite administrée par une ONG, lancée en mai 2019. Le gouvernement a financé des ONG pour promouvoir des campagnes de sensibilisation, notamment sur le trafic de main-d'œuvre et la fraude dans le recrutement de main-d'œuvre étrangère, en partenariat avec la société civile, ciblant les populations autochtones, les jeunes, les forces de l'ordre et le grand public.

Le Centre national de coordination contre la traite de personnes de la GRC et des coordinateurs régionaux de la GRC pour la sensibilisation à la traite des personnes dans les provinces de l'Alberta, du Manitoba, du Québec et de la Nouvelle-Écosse ont fait office de points de contact contre la traite des personnes pour les forces de

l'ordre du pays tout entier et ont participé à des équipes régionales d'intervention et à des réunions d'échange sur les stratégies adoptées au niveau local, les bonnes pratiques et les cas exemplaires. Le bureau provincial de lutte contre la traite de la Colombie-Britannique a coordonné la stratégie et les services à l'échelle de la province et identifié les lacunes et les obstacles à ce niveau, tel que le besoin de création d'un groupe de travail régulier rassemblant la GRC, l'Agence des services frontaliers du Canada, le procureur provincial de la Couronne et les organismes de répression des États-Unis. Le gouvernement de l'Ontario a continué d'appliquer sa stratégie provinciale exhaustive de lutte contre la traite axée sur les rescapés et a administré une ligne d'appel d'urgence multilingue et permanente afin de fournir des renseignements et des services d'orientation aux victimes de la traite. Depuis 2016, la province alloue 72 millions de dollars canadiens (soit 52,86 millions de dollars des États-Unis) sur quatre ans à la lutte contre la traite. Des ONG ont souligné la nécessité d'une meilleure coordination au sein des autorités fédérales, provinciales et territoriales en matière d'application de la législation de lutte contre la traite des personnes.

Le gouvernement a renforcé le Programme des travailleurs étrangers temporaires en créant un groupe de travail fédéral-provincial/territorial et en allouant 194,1 millions de dollars canadiens (142,51 millions de dollars des États-Unis) sur cinq ans et 33,9 millions de dollars canadiens (24,89 millions de dollars des États-Unis) par an pour l'application de la loi et la prévention de l'exploitation et du trafic de main-d'œuvre parmi ces travailleurs. Le gouvernement fédéral a également investi 3,4 millions de dollars canadiens (2,5 millions de dollars des États-Unis) en 2018-2019 pour créer un programme pilote : un réseau de soutien aux travailleurs migrants pour aider les personnes en situation potentielle d'exploitation par le travail et de traite aux mains de leurs employeurs. Il a mis à jour sa brochure intitulée « Travailleurs étrangers temporaires – Vos droits sont protégés », qui fournit des renseignements sur les droits de ces travailleurs et les protections dont ils peuvent bénéficier, notamment en matière de traite, et ce dans huit langues. Il a indiqué avoir transféré trois des seize pistes reçues concernant des cas potentiels de traite générés par son outil de signalement de fraude en ligne à l'intention des travailleurs étrangers temporaires. Le gouvernement a alloué des fonds pour des ateliers de sensibilisation à l'intention de travailleurs étrangers ainsi que pour un outil de signalement en ligne. Selon des personnels d'ONG, le Programme des travailleurs étrangers temporaires du Canada continuait d'être vulnérable à la traite des personnes. Le gouvernement a mené des activités de

sensibilisation à l'intention des employés de maison travaillant chez des diplomates étrangers afin de prévenir et d'identifier les cas de traite, mais il n'a pas indiqué si ces efforts avaient débouché sur de nouvelles affaires de traite. Les autorités ont continué de distribuer un ouvrage avertissant les Canadiens voyageant à l'étranger des sanctions prévues par le droit canadien contre le tourisme pédophile. Pour la troisième année de suite, le gouvernement n'a pas signalé d'enquêtes, de poursuites ou de condamnations en rapport avec le tourisme pédophile. Il a alloué plus de 19 millions de dollars canadiens (13,95 millions de dollars des États-Unis) pour appuyer des initiatives de lutte contre la traite dans plus d'une dizaine de pays du monde. Le Canada a participé à la cinquième réunion annuelle du groupe de travail trilatéral sur la traite des personnes avec les États-Unis et le Mexique et a partagé les bonnes pratiques dans le domaine de la technologie appliquée à la traite des personnes. Il a réalisé des efforts pour réduire la demande d'actes sexuels tarifés et de travail forcé au moyen d'activités de sensibilisation et de formation. Il a œuvré à la révision de sa législation et de ses politiques pour lutter contre la traite des personnes dans la chaîne logistique au niveau fédéral en rédigeant des amendements de la législation pénale et sur l'immigration, une nouvelle politique d'auto-certification dans le secteur de la confection et une mise à jour de la politique d'exclusion pour les fournisseurs. Avec les gouvernements de l'Australie, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et du Royaume-Uni, il a publié un ensemble de principes qui doit servir de cadre aux autorités pour prévenir et combattre le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement des secteurs public et privé.

CARACTÉRISTIQUES DE LA TRAITE DES PERSONNES

Comme indiqué au cours des cinq dernières années, des trafiquants exploitent des ressortissants canadiens et étrangers sur le territoire national, ainsi que des Canadiens à l'étranger. Les groupes particulièrement vulnérables à la traite sont les femmes et les enfants des communautés autochtones, les migrants et les nouveaux immigrants, les personnes LGBTI, les personnes présentant un handicap, les jeunes à risque, les jeunes fugueurs, et les jeunes confiés au système de protection de l'enfance. Les trafiquants exploitent des Canadiens sur le territoire national, mais également en dehors du pays, principalement aux États-Unis. Ils assujettissent des étrangères, principalement originaires d'Asie et d'Europe de l'Est, à la traite à des fins d'exploitation sexuelle au Canada. Ils assujettissent au travail forcé des travailleurs étrangers d'Europe de l'Est, d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique qui

sont légalement au Canada dans toute une série de secteurs, dont l'agriculture, le bâtiment, les usines de transformation alimentaire, la restauration, l'hôtellerie ou en tant qu'employés de maison, notamment chez des diplomates. Des Canadiens se rendent à l'étranger afin de s'adonner à des rapports sexuels avec des enfants, et des ressortissants étrangers font de même au Canada.